

Monsieur le Président,

Je désire en premier lieu vous féliciter de votre élection au poste de président de cette assemblée. J'aimerais également saisir cette occasion pour adresser par votre intermédiaire les remerciements de ma délégation au Gouvernement de l'Equateur pour son chaleureux accueil et les bontés qu'il nous prodigue.

Notre rencontre à Quito, ville située presque sur la ligne de l'équateur d'où votre pays tire son nom, prend figure de symbole. L'équateur, selon les géographes, est la grande démarcation entre les hémisphères du nord et du sud. Et non seulement les divise-t-il, mais il les divise en parts égales. L'histoire nous a toutefois appris que les choses se passent autrement. Sur tout le pourtour de sa circonférence, l'équateur marque la ligne de la pauvreté, entre l'hémisphère septentrional de l'affluence et l'hémisphère austral du sous-développement. Il nous appartient, par le truchement d'organisations telles la Banque interaméricaine de développement, de chercher à redonner à l'équateur le caractère égalisateur que les géographes lui avaient attribué.

Nous n'en sommes plus aux débuts de la collaboration du Canada avec la Banque. Notre association remonte en fait à 1964, époque à laquelle la Banque avait accepté de gérer des prêts à long terme pour le compte du Canada. Depuis huit ans, nous avons de la sorte alloué 74 millions de dollars en vertu de ces dispositions. Nous considérons que notre expérience commune avec la Banque est constructive. Et nous croyons que les Gouverneurs de la Banque sont du même avis. Je veux pour preuve de notre confiance dans la Banque et de la confiance que la Banque a mise dans le Canada, le fait que nous nous adressons pour la première fois à cette assemblée en qualité de membre de plein droit. Je suis convaincu depuis plusieurs années du bien-fondé d'une association plus étroite du Canada avec les autres pays de notre hémisphère et je suis particulièrement honoré d'être le premier porte-parole du Canada à m'adresser à cette assemblée.

L'accession du Canada à la qualité de membre de plein droit de la Banque interaméricaine de développement n'est pas le fait du hasard. Il est, tout au contraire, le fruit d'une réorientation consciente et délibérée de la politique étrangère du Canada. Nous n'avions pas étudié cette question, au moment de l'élaboration de notre politique, il y a environ deux ans. Mais cette dernière a pris un essor particulier, et nous nous sommes rendus compte que notre participation éventuelle aux affaires de l'hémisphère semblerait peu réelle aussi longtemps que le Canada ne partagerait pas pleinement la tâche du développement qui, à l'exclusion virtuelle de toutes les autres, préoccupe nos voisins d'Amérique latine. C'est pourquoi nous considérons notre adhésion à la Banque comme un tournant dans la voie d'une plus grande coopération avec les pays de l'Amérique latine et des Antilles.

La politique canadienne au sujet de l'hémisphère